

SRI LANKA : fin de règne précipitée pour le Président Rajapaksa

Janvier 2015

SOMMAIRE

□ Féru d'astrologie, le chef de l'Etat sortant, le jusqu'alors omnipotent Mahinda Rajapaksa, au pouvoir depuis près d'une décennie, avait visiblement mal interprété les augures en amont du scrutin présidentiel du 8 janvier qui devait, selon ses "conseillers", lui ouvrir grand les portes d'un inédit troisième mandat consécutif. Un demi-million de suffrages (sur 12 millions de votants) en sa défaveur, dans une élection que l'on annonçait serrée, *a priori* indécise, en a décidé autrement.

□ Le 8 janvier, alors qu'à 8500 km de là l'Hexagone vivait des moments douloureux, le Président M. Rajapaksa reconnaît sa défaite, salue son vainqueur - M. Sirisena, encore deux mois plus tôt son ministre de la santé... -, et assure la nation, la nouvelle équipe dirigeante, de sa souhait d'une transition politique sans heurts. Un scénario insolite que (bien) peu d'observateurs auraient juste esquissé voilà encore un semestre ; une chose est sûre, celui qui fut jusqu'à ces derniers jours le Président qui mit fin à la guerre civile (1983-2009) et à genoux la redoutable guérilla séparatiste tamoule du LTTE doit amèrement regretter d'avoir suivi la voix des astres et opté pour l'organisation anticipée (de près de deux ans...) de ce scrutin présidentiel perdu. Les honneurs de la visite papale à Colombo (13-15 janvier) reviendront à son successeur... Une entrée en matière profitant donc de la "bénédiction" du Saint père (dans un pays majoritairement bouddhiste où 6% de la population est catholique) ; un présage favorable cette fois ?

□ Le nouveau chef de l'Etat, 63 ans, en politique depuis un quart de siècle, aura besoin du concours de toutes les

bonnes volontés disponibles, dans ce pays insulaire d'Asie du sud et au-delà, pour dérouler une feuille de route *post-Rajapaksa* et tourner le dos aux comportements d'une administration sortante décriée (tendance autocratique et dynastique, népotisme, gouvernance médiocre, corruption) et dûment sanctionnée par l'électorat. A charge pour l'ancien ministre de la santé et nouveau Président de "soigner" l'image de l'ancien Ceylan et de le replacer sous un jour plus favorable dans le concert des nations.



**JE SUIS
CHARLIE**

Olivier GUILLARD, le 11 janvier 2015

CHRONOLOGIE RÉCENTE

- 09/01/15 : M. Sirisena vainqueur du scrutin présidentiel
- 08/01/15 : élections présidentielles (scrutin anticipé de 2 ans)
- 05/01/15 : fin d'une campagne électorale globalement *calme*
- 29/12 : n^{elle} défection d'un ministre en faveur de l'opposition
- 24/12 : le président sortant en tête dans les sondages
- 22/12 : défection du ministre de l'économie vers l'opposition
- 11/12 : un responsable de l'opposition nommé ministre (santé)
- 02/12 : l'opposition opte pour une plateforme commune
- 24/11 : l'ancienne Présidente Kumaratunga soutient l'opposition
- 24/11 : démission du ministre de la santé Sirisena ...qui devient le candidat de ...l'opposition pour le scrutin présidentiel
- 12/11 : le Président peut se présenter pour un 3^e mandat
- 30/10 : le Commonwealth appelle l'armée à "quitter" le nord
- 20/10 : le chef de l'Etat convoque des élections anticipées
- 22/09 : victoire du parti au pouvoir aux élections provinciales
- 16/09 : visite historique du président chinois au Sri Lanka
- 11/09 : le président Rajapaksa évoque le 13^e amendement

Olivier Guillard est directeur de recherches *Asie* à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS ; Paris), chercheur au CERIAS (UQAM ; Montréal), enfin, directeur de l'information du cabinet de conseil Crisis 24 (Paris ; Washington).

D'UN (REVE DE) 3^e MANDAT À L'ALTERNANCE GOUVERNEMENTALE : LA FIN DE L'ÈRE RAJAPAKSA.

Il aura donc manqué dix mois au 6^e chef de l'Etat sri lankais pour revendiquer une inédite décennie au pouvoir à Colombo. La faute à un calcul politique risqué autant que défaillant, à une gouvernance de plus en plus contestée, enfin, à un spectaculaire et inattendu retour en force d'une opposition hier encore éclatée.

☒ **Scrutin anticipé ; réélection manquée.** Le pari avait certes donné satisfaction par le passé ; la tentation de miser à nouveau sur pareil challenge a donc été trop forte pour que le tout puissant "clan Rajapaksa" lui résiste et se conforme au calendrier électoral originel. Au printemps 2009, après un quart de siècle de lutte et 100000 victimes, l'armée sri lankaise défait militairement ce qui fut la guérilla la plus opérationnelle et la plus redoutée du monde, les tristement célèbres "Tigres tamouls" du Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE). Elu

en 2005 sur le programme politique d'une fin de conflit "à moyen terme", Mahinda Rajapaksa devient en mai 2009 le président qui avait promis d'en finir avec la guerre et offre enfin la paix à ses 22 millions d'administrés, éreintés par cet interminable conflit ethnic-religieux et son cortège d'attentats-suicides, mode opératoire qui deviendra rapidement la marque de fabrique des séparatistes du LTTE. C'est en héros désireux de capitaliser au niveau politique le succès qu'il vient d'engranger sur le terrain militaire qu'il décide d'anticiper - déjà — de près de deux ans le prochain rendez-vous électoral. En février 2010, les votants ratifient de leur bulletin la Victoire militaire de leur champion et confient à ce dernier un nouveau mandat de six ans. Fort de ce précédent et de ses bénéfices, alors que sa

côte de popularité s'effrite auprès de l'opinion (mal à l'aise face aux dérives autocratiques et à sa gestion patrimoniale et clanique des affaires nationales) et que gronde la communauté internationale (adoption en mars par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU d'une résolution enjoignant Colombo de faire la lumière sur les circonstances des derniers mois - fort meurtriers notamment pour les populations civiles — du conflit), le Président sri lankais décide à l'été 2014 d'étudier l'hypothèse d'un nouveau scrutin anticipé qui pourrait avoir lieu début 2015. Avec le succès que l'on connaît à présent.



☒ **Le challenger que l'on n'attendait pas.** Nonobstant un crédit écorné par l'usure du pouvoir et des excès notoires, lorsque le chef de l'Etat en exercice conçoit le projet de se présenter une nouvelle fois devant les électeurs - après que les instances constitutionnelles se soient docilement prononcées sur sa faisabilité technique -, peu d'observateurs (à commencer par l'auteur ; voir ASIE-Perspectives Stratégiques n°18, mai 2014) jugent cette entreprise risquée, allant jusqu'à pronostiquer un succès confortable pour le souriant M. Rajapaksa. A l'été, les challengers capables de présenter un défi pour le président sortant ne sont pas nombreux ; dans l'opposition, aucune personnalité charismatique ne sort vraiment du lot ou se donne quelque chance de succès.

"Je remercie spécialement le Président Rajapaksa de m'autoriser à devenir le prochain chef de l'Etat et de s'engager à une transition politique pacifique. A tous ceux m'ayant ou non apporté leur soutien, je demande de ne pas céder à la violence (...). Notre pays n'a pas besoin d'un roi, mais d'un véritable être humain (...)", M. Sirisena, nouveau Président, les 9 & 10 janvier 2015.

➤ Focus sur le SRI LANKA :



Superficie : 65 000 km²

Population : 22 millions d'habitants

Capitale : Colombo (700 000 h.)

Régime : République Présidentielle

Chef de l'Etat : M. Sirisena (09.01.2015)

Religion : bouddhisme (69%)

Panorama ethnique : cinghalais (74%), tamouls (12%), moors (9%)

Alphabétisation (pop. + de 15 ans) : 91 %

Dév. humain (IDH) : 92^e rang mondial

Revenus annuels per capita : 2 200 euros

Croissance 2014 : +7,5% ; Inflation : 5%

Partenaires commerciaux : Inde, Etats-Unis, Union Européenne

Doing Business in S. Lanka : 85^e/189 pays

Corruption Perception Index : 91^e / 177

C'est donc sans appréhension particulière que celui aimant à se présenter comme le digne héritier des anciens souverains bouddhistes de Ceylan valide à l'automne (21 octobre) son projet d'élections présidentielles anticipées, sûr de son fait et de sa bonne étoile. Le ciel se couvre pourtant un mois plus tard lorsque son ministre de la santé, M. Sirisena, annonce son départ en même temps que sa "fuite" vers l'opposition, dans le dessein de donner la réplique le 8 janvier à son (trop) confiant patron. Un coup de tonnerre que peu de gens là encore avait vu venir...et qui se transformera en coup de couteau fatal pour le leader soudain délaissé. Le profil de ce transfuge de l'avant-dernière minute donne des sueurs froides au camp présidentiel, des espoirs à une opposition commençant à consolider son projet et à croire en ses chances de succès, enfin, des idées de possible alternance politique aux 12 millions de personnes inscrites sur les listes électorales goûtant de moins en moins la gouvernance de l'administration Rajapaksa. Issu du sérail, secrétaire général du parti au pouvoir (SLFP), bouddhiste originaire des provinces du sud, expérimenté, ayant occupé des fonctions ministérielles sous l'administration de l'ancienne présidente C. Kumaratunga (1994-2005), "acceptable" par diverses branches composant

"J'ai parlé à Shri Maithripala Sirisena et l'ai félicité. J'ai également félicité la population sri lankaise pour ce processus électoral démocratique non-violent. En tant que voisin et ami proche, je réaffirme la solidarité et le soutien de l'Inde à la paix, au développement et à la prospérité du Sri Lanka", N. Modi, 1^{er} min. indien, 9 janvier 2015

l'hétéroclite opposition, M. Sirisena concentre bien des qualités / avantages pour crédibiliser sa candidature, redonner quelques (meilleures) chances d'alternance à une opposition jusque-là affaiblie... et quelques migraines au camp présidentiel. Ce, d'autant que ce dernier, à mesure que

les provinces du nord pour dissuader les populations tamoules de se rendre aux urnes, intimidations, violences, utilisation des moyens de l'Etat et de ses employés lors de la campagne électorale, voire, plus grave encore selon la presse indienne et américaine du 11 janvier (*The Hindu ; New York Times*), **projet de recourir à un coup d'Etat militaire une fois acquise la défaite électorale**. Le 8 janvier en fin de journée, à l'issue d'une journée de vote globalement peu violente - pour les standards locaux - marquée par une appétence populaire particulière (81% de participation dans les 12 000 bureaux de vote) -, la messe est dite et l'impensable (un semestre plus tôt) a lieu : le challenger-transfuge remporte nettement le scrutin (51,3% des voix). Meilleur perdant que ce que l'on anticipait, le président sortant accepte le verdict des urnes, félicite son vainqueur, reconnaît sa défaite et annonce son départ immédiat pour faire place, aussi rapidement que possible, au 7^e président de la République, deux mois plus tôt encore son subordonné. Une page de l'histoire politique de l'île vient de se tourner.

☒ **Programme politique ; priorités gouvernementales.**

Intronisée le 9 janvier en fin de journée, dans une liesse populaire en disant long sur l'estime pour le gouvernement sortant, l'administration Sirisena prend donc en mains les destinées d'une nation *a priori* majoritairement ravie de tourner la page Rajapaksa. Porte-parole d'une opposition composite et d'un projet politique nouveau, le chef de l'Etat a clairement annoncé, lors de la brève campagne électorale, quelles seraient les grandes orientations de son gouvernement, et que certaines "ruptures", sur des dossiers délicats (cf. relations avec la Chine ; prérogatives du président ; indépendance des pouvoirs), seraient engagées sans attendre ("dans les 100 jours" de son entrée en fonction). Sur d'autres questions, une certaine continuité prévaudrait, y compris sur des points jugés contentieux par la communauté internationale et une partie de l'électorat : opposition à la commission d'enquête onusienne, maintien de troupes gouvernementales dans les provinces du nord (majoritairement tamoules). Le détail des priorités de son administration est déjà clairement exposé : → au **niveau institutionnel** : retour à un régime de type démocratie parlementaire (Westminster style) ; abolition du 18^e amendement à la Constitution (accordant

des prérogatives considérables au Président) ; restauration de l'indépendance du judiciaire ; promotion de l'harmonie entre les confessions et communautés.

→ au **niveau économique** : audit de tous les grands projets d'infrastructures en cours de réalisation ; lutte contre la corruption et le népotisme ; diversification des partenariats étrangers ; réduction d'une dette publique aujourd'hui préoccupante.

→ au **niveau extérieur** : remise en cause du prisme très (trop) sinophile adopté depuis 2005 en rééquilibrant les relations avec les autres grands partenaires asiatiques (Inde, Japon, Pakistan) ; rétablissement de relations moins heurtées avec les grandes capitales occidentales.

⊗ **Ecueils et (probables) résistances en perspective.**

L'ambitieuse feuille de route 2015-2021 de celui qui survécu à un attentat-suicide du LTTE à Colombo en 2008, pour mesurée apparaît-elle, ne se présente pas pour autant exempte de difficultés, d'écueils à contourner. La gestion post-élection d'une **coalition politique pour le moins hétéroclite** (voire contre-nature) réunissant en son sein — à commencer par le Président lui-même... — des membres de l'administration Rajapaksa sortante, greffés sur une plateforme politique associant des formations rivales en temps normal, assure pour commencer une période de tractations (cf. attribution de portefeuilles ministériels), de probables divisions à venir (le moment venu) sur les sujets contentieux (cf. relations intercommunautaires ; décentralisation au niveau des provinces). Envisagée il y a déjà deux décennies sous l'administration de la Présidente C. Kumaratunga - qui apporta ces derniers mois un soutien fort à la candidature de M. Sirisena -, la **réduction des pouvoirs du chef de l'Etat** au profit du Parlement et du chef de gouvernement est un serpent de mer récurrent de la vie institutionnelle de l'ancien Ceylan. Les **relations** (dégradées ces dernières années) **avec l'ONU** — et plus particulièrement au niveau du concours de Colombo à une commission d'enquête sur les derniers mois du conflit — promettent également quelque tension, à commencer parce que la pression onusienne sur Colombo n'entend pas se relâcher du seul fait du départ de M. Rajapaksa, et que le nouveau chef de l'Etat (par ailleurs ministre de la défense lors des dernières semaines de la guerre...) a clairement fait état de ses réserves sur l'opportunité de coopérer avec cette commission d'enquête. Autre sujet

divisant l'opinion depuis son adoption en 1987 — sous la pression de New Delhi -, le débat sur la **mise en œuvre du 13^e amendement à la Constitution** (création de *Provincial Councils* ; décentralisation de pouvoir administratif vers les provinces, tamoules notamment) promet là encore une probable foire d'empoigne pour le gouvernement.

DEPUIS L'ÉTRANGER ; DES SENTIMENTS VARIABLES

Le choix de l'électeur sri lankais de mettre un terme à l'ère Rajapaksa n'a pas été reçu avec le même regard, la même satisfaction, dans toutes les capitales de la planète ; en Asie notamment où, si la plus proche de Colombo (hormis Malé, aux Maldives) se félicite de cette alternance gouvernementale, la plus lointaine Pékin enregistre ce revers électoral avec moins d'entrain.

⊗ **La satisfaite (a priori) : NEW DELHI.** Progressivement depuis 2005, depuis l'entrée en fonction de M. Rajapaksa et à mesure que le sort de la minorité tamoule sri lankaise paraissait de plus en plus incertain (au grand désarroi des 72 millions de citoyens indiens du Tamil Nadu méridional) et l'axe Colombo-Pékin allait se resserrant, les rapports entre Colombo et Delhi se sont détériorés, atteignant un point bas au dernier semestre 2014 lorsque Colombo autorisa à deux reprises l'escale de sous-marins chinois ; une provocation au-delà de toute mesure pour la puissance régionale traditionnelle indienne, inquiète de la réception dans son pré carré stratégique des bâtiments de sa rivale chinoise. Au 1^{er} trimestre 2014, Delhi avait sanctionné les "errements sinophiles" répétés de l'administration Rajapaksa en s'abstenant de voter contre une résolution onusienne (Conseil des droits de l'homme) visant le Sri Lanka.

"Je suis impatient de travailler avec le président Sirisena, son gouvernement désireux d'œuvrer au service d'un Sri Lanka pacifique, uni, démocratique et prospère", Secrétaire d'Etat américain John Kerry, 8 janvier 2015.

Courroucée par le traitement de faveur alloué à la République Populaire pendant près d'une décennie, l'Union indienne entrevoit désormais avec plus d'optimisme sa *relation de travail* avec le gouvernement Sirisena.

☒ **La (franchement) déçue : PEKIN.** Devenue au fil de la décennie écoulée le 1^{er} investisseur étranger, le 1^{er} créancier et un partenaire commercial recherché du Sri Lanka, Pékin ne partage pas l'enthousiasme de Delhi sur le revers de son ancien protégé, dont elle risque de faire à divers titres les frais. Le nouveau chef de l'Etat a pré-

“La Chine souhaite au gouvernement et au peuple sri-lankais de nouveaux succès sur le chemin du développement national sous l'autorité du Président Sirisena”, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, le 9 janvier 2015.

venu ses administrés, les capitales concernées, d'un (net) changement de cap diplomatique à anticiper à court terme ; un “ajustement” qui se fera au profit de la puissance régionale tutélaire indienne...et mécaniquement au détriment de l'impétueuse Chine du Président Xi Jinping. A l'image de l'ambitieux *Colombo Port City project* - création *ex-nihilo* d'une sorte de Monaco offshore (2,3 km²) à la sri lankaise face à l'actuelle capitale — financé essentiellement par des capitaux chi-

nois (1,4 milliard \$), certains projets phares portés par Pékin dans le Sri Lanka d'après-guerre risquent de connaître des destins moins grandioses. Une évolution qui ne peut-être perçue que comme un camouflet pour l'égo de la 2^e économie mondiale. Un revers de fortune malvenu alors que Pékin s'évertue ces derniers mois à marketter son ambitieuse entreprise régionale de *“Route maritime de la Soie au XXI^e siècle”*, au sein de laquelle Colombo était censée jouer un rôle déterminant, du fait de son extraordinaire ouverture sur l'océan Indien, en sa qualité de capitale asiatique la plus méridionale (une fois encore hormis l'insulaire Malé maldivienne) de cet espace maritime convoité.

☒ **La sceptique (jusqu'à preuve du contraire) : Washington.** A la pointe - au côté de l'ONU - ces dernières années de la critique internationale contre la gouvernance discutabile de l'administration Rajapaksa, la Maison-Blanche et le Département d'Etat voient d'un oeil satisfait le changement de gouvernement s'opérer à Colombo ; en attendant plus mieux de cette dernière, tout en demeurant comme il se doit circonspecte.

CONCLUSION. Dans cette démocratie parmi les plus anciennes d'Asie, six ans après la fin d'un interminable conflit ethnico-religieux, une vingtaine de candidats se présentaient le 8 janvier au jugement des 12 millions d'électeurs sri lankais. Parmi ceux-ci, deux étaient en mesure de mobiliser les foules et de prétendre à la magistrature suprême de cette nation insulaire : M. Rajapaksa, le chef de l'Etat sortant, en poste depuis 2005 et candidat à un historique 3^e mandat d'affilée ; son ancien ministre de la santé, M. Sirisena, un challenger-transfuge de dernière minute derrière lequel se rangea en ordre de bataille une opposition croyant soudain en ses chances de succès. Dans cette perle de l'océan Indien où l'interprétation des présages prend un sens particulier, la dernière quinzaine de décembre (pires inondations depuis un demi-siècle dans le centre, l'est et le nord ; un million de personnes évacuées), 10 ans tout juste après une douloureuse tragédie (tsunami du 26 décembre 2004 ; 40 000 morts), augurait un séisme (politique) de toute autre nature : contre toute attente ou presque, le Président sortant était défait. *“La fin d'une époque”* résume en peu de mots un commentateur de Colombo. Pour autant, la nouvelle page politico-institutionnelle s'offrant aujourd'hui aux 22 millions de Sri Lankais ne s'annonce pas des plus simples ou exempte de difficultés ; la déconstruction du “système Rajapaksa”, la cohabitation post-succès électoral des différentes composantes de l'opposition, l'ouvrage délicat (loin d'être achevé) de la réconciliation nationale, les sensibilités (pékinoises, indiennes, US et onusiennes) à ménager, pour n'évoquer que quelques pistes délicates parmi d'autres, tracent déjà les contours d'un exercice présidentiel non pas rédhibitoire mais complexe à négocier.



Pallewatte Gamaralalage **Maitripala Yapa Sirisena, 63 ans, 7^e président** de la République démocratique socialiste de Sri Lanka : le *“challenger-transfuge”* de la dernière minute qui devint chef de l'Etat.



M. Rajapaksa, 69 ans, président du Sri Lanka de 2005 à janv. 2015 : un dernier scrutin anticipé ; une fin de carrière précipitée.